

Les personnels enseignant-es, enseignant-es/chercheur-es et BIATSS de l'université, réuni-es en AG jeudi 12 avril 2018 constatent que devant la mobilisation légitime contre la loi ORE émanant des personnels comme des étudiant-es, la présidence ne sait déployer que des réponses autoritaires et des stratégies de communication mensongères.

Aux étudiants mobilisés : autoritarisme policier.

Nous réaffirmons que les CRS n'ont pas leur place sur les campus, et que la brutalité qui a été à l'œuvre lors de l'intervention policière de lundi 9 avril est absolument inacceptable. Il n'est plus possible que la police intervienne de nouveau sur notre campus, dans nos bâtiments, contre nos étudiant-es. En recourant ainsi aux forces de l'ordre, nous estimons que notre présidence se rend indigne de son mandat électif.

Aux personnels mobilisé-es : autoritarisme gestionnaire.

Un nombre de plus en plus important de personnels enseignant-es, enseignant-es/chercheur-es et BIATSS de l'université prend position contre cette loi et contre parcoursup. Plus précisément, ils/elles refusent de participer au tri des élèves, après avoir souvent refusé de remonter des attendus. De nombreuses motions ont été votées par les départements, de manière démocratique, revendiquant de ne pas participer aux commissions de sélection, ou de classer toutes les candidatures ex-aequo par exemple. Ils/elles ne sont pas entendu-es et subissent de très fortes pressions de la part de la présidence.

Nous soutenons les étudiant-es mobilisé-es contre la loi ORE. Nous pensons aussi, contrairement à ce qu'en dit la ministre et ses soutiens, qu'elle instaure bel et bien une sélection à l'entrée à l'université, qui aura pour conséquence d'en éloigner injustement les élèves les plus défavorisés socialement. Nous rappelons que la loi ORE a été imposée sans concertation avec les acteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et que nous demandons l'abrogation de cette loi. Est-elle si importante et urgente qu'elle doive passer à coups de matraques ?

Nous sommes l'université. On nous menace, on nous brutalise et on nous ment.

Dans ce contexte, l'activité de l'université ne peut pas suivre son cours normal.

Aussi, nous personnels mobilisé-es, avons voté à l'unanimité la grève jusqu'à la prochaine assemblée générale mardi 17 avril 2018.

Nous votons ce jour l'annulation des examens et la validation automatique avec la note politique de 20/20. Nous appelons les collègues à faire de même et appelons à des assemblées générales extraordinaires de tous les départements et UFR, afin que tous les collègues puissent être consultés démocratiquement.

Nous revendiquons :

- que l'université, notre institution, pèse de tout son poids pour que les poursuites judiciaires entamées contre 3 des personnes interpellées lundi soient abandonnées immédiatement.
- que les décisions prises dans le cadre démocratique des départements et des UFR contre Parcoursup soient respectées et appliquées par la présidence.
- la tenue d'Etats Généraux au printemps, à Nanterre, sur l'enseignement supérieur, pour revenir sur le sens de nos métiers et pour repenser l'université aujourd'hui.

Voté à l'unanimité par l'AG des personnels
Nanterre, le 12 avril 2018.

